



CETTE SEMAINE PAR GÉRALDINE SCHMIDT, AVOCATE

Devoir d'entretien des parties exclusives dans une PPE

Je suis propriétaire d'un appartement dans une propriété par étages. Notre copropriété va procéder à la réfection des façades. Les volets sont d'origine et dans un piteux état. Nous envisageons donc de les changer, mais ce sont des parties privatives à teneur de notre règlement d'administration et d'utilisation. Lors de la dernière assemblée générale des copropriétaires, un appel insistant auprès de tous les copropriétaires a été lancé. Des achats et poses groupés ont été organisés, mais certains copropriétaires refusent de changer leurs volets. Pouvons-nous les contraindre? (Marisa S., Puplinge)

Comme dans toute propriété par étages, le copropriétaire d'étage est propriétaire d'une unité d'étage (son lot) qui comprend l'ensemble de ses parties exclusives (ou privées), alors que certains éléments du bâtiment sont des parties communes, pour lesquelles les copropriétaires d'étages sont copropriétaires à raison de leur quote-part. La loi désigne un certain nombre d'éléments qui doivent impérativement constituer des parties communes (le terrain, les parties importantes pour l'existence et la solidité du bâtiment ou celles

qui déterminent l'aspect extérieur du bâtiment, notamment), qui sont soustraites à l'emprise exclusive d'un copropriétaire, et prévoit que celles qui ne sont pas impérativement communes sont présumées être des parties exclusives. Sur ses parties exclusives, le copropriétaire d'étage a un droit exclusif d'administration, d'aménagement et d'utilisation, alors que tel n'est pas le cas sur les parties communes.

Il existe certaines parties exclusives qui ont un régime particulier. Ce sont les parties exclusives visibles depuis l'extérieur, sur

lesquelles le copropriétaire dispose de son droit exclusif, mais limité par le fait qu'il ne peut les transformer ou les utiliser comme bon lui semble, puisqu'il est tenu de préserver la forme extérieure et l'aspect irréprochable du bâtiment.

Dans votre cas, et à première vue, dès l'instant où les volets sont considérés comme parties privées, comme vous l'indiquez, vous ne pouvez pas forcer les copropriétaires à les changer.

Cela étant, l'article 712a al. 3 CC stipule que le copropriétaire «est tenu d'entretenir ses

Domaine des Abeilles d'Or
 Laurent Desbaillets
 Route du Moulin-Fabry 3
 1242 Chouilly / Satigny
www.abeillesdor.ch



ADOBE STOCK

Peut-on obliger les copropriétaires à effectuer certains travaux?

locaux de manière à maintenir l'état et l'aspect irréprochables du bâtiment». Cette disposition impose à tout copropriétaire la réparation de défauts qui peuvent avoir des répercussions négatives sur les parties communes (par ex. installation électrique défectueuse qui provoque des courts-circuits dans le bâtiment), ainsi qu'un devoir d'entretien afin que l'aspect visuel du bâtiment ne soit pas terni. Dans ce contexte, il convient néanmoins d'adopter des exigences raisonnables et ce devoir d'entretien ne doit être mis en œuvre que si

une personne «moyennement sensible» est dérangée par l'état de la partie exclusive en question. Dans votre cas, il est difficile de dire si le devoir d'entretien des copropriétaires qui ne veulent pas changer leurs volets est violé. Vous indiquez qu'ils sont «en piteux état», ce qui pourrait impliquer un manque d'entretien, mais il conviendrait de s'assurer qu'une personne «moyennement sensible» serait aussi dérangée par l'état de ces volets. A admettre que le devoir d'entretien soit violé, la communauté des copropriétaires

ou chaque propriétaire concerné pourrait ouvrir une action judiciaire pour violation de l'article 712a al. CC contre le copropriétaire qui ne voudrait pas changer ses volets, afin qu'il soit condamné à le faire ou que la communauté soit autorisée à procéder au changement des volets en lieu et place du propriétaire inactif, mais aux frais de ce dernier. Cette solution semble extrême et il apparaît préférable de trouver une solution amiable avec l'ensemble des propriétaires récalcitrants. ■

BRÈVE **Conseils juridiques en droit immobilier**

Laure Meyer et Géraldine Schmidt sont toutes deux titulaires du brevet d'avocat et spécialisées en droit immobilier (droit du bail, de la construction, droit foncier et droit de la PPE). Elles vous reçoivent sur rendez-vous pour des conseils personnalisés, dans les bureaux de CGI Conseils. Elles sont en mesure de vous conseiller, de vous assister et de vous représenter devant les juridictions en matière administrative (construction, LDTR, etc.) et en matière de baux et loyers.

CGI Conseils

Association au service de l'immobilier
4, rue de la Rôtisserie
Case postale 3344 - 1211 Genève 3
T 022 715 02 10 - F 022 715 02 22
info@cgiconsils.ch
Pour tout complément d'information, CGI Conseils est à votre disposition, le matin de 8h30 à 11h30, au tél. 022 715 02 10 ou sur rendez-vous.
Pour devenir membre: www.cgionline.ch

- Nettoyage intégral | fin de chantier
- Façades
- Nettoyage des vitres
- Parquet neuf ou rénovation
- Traitement des sols
- Entretien de bureaux
- Service conciergerie
- Désamiantage
- Désinfection | dépiégeage
- Sinistres | dégât d'eau | incendie
- Nettoyage professionnel de modules solaires



ORGAPROPRIÉ

Route de Verbois 17 | 1288 Aire-la-Ville ● 022 738 84 85 ● info@orgaproprié.ch ● www.orgaproprié.ch

LA PROPRETÉ SUR MESURE

